

Le revenu de base fait peur à la gauche

Emmanuel Daniel*, *Slate.fr*, 15 septembre 2012

Un revenu décent versé sans conditions, de la naissance à la mort, à tous les citoyens? Telle est l'idée défendue par le collectif [Basic income earth network](#) (BIEN), réuni à Munich les 14-15-16 septembre pour discuter des applications possibles de cette mesure. Ils l'appellent revenu de base, allocation universelle ou encore revenu inconditionnel d'existence et, selon eux, cette proposition permettrait d'éradiquer la misère, de lutter contre les inégalités, de favoriser l'émancipation de l'individu et de développer une sphère d'activité non-marchande. Baptiste Mylondo, auteur de l'ouvrage [Un revenu pour tous, précis d'utopie réaliste](#), détaille les vertus qu'il prête au revenu de base.



«Je suis parti d'une critique de la valeur travail, et de la vision de l'utilité sociale que l'on peut avoir dans une société où tout passe par l'emploi: la reconnaissance sociale, l'estime de soi, le lien social... Alors qu'à l'évidence, il y a d'autres activités qui peuvent être source de reconnaissance sociale. J'en suis donc venu à l'idée qu'il fallait reconnaître l'utilité sociale de toutes les activités et que la vie ne devait pas tourner uniquement autour de l'emploi.»

Il défend l'idée d'un revenu au moins équivalent au [seuil de pauvreté](#) versé à vie sans conditions de ressources.

Utopique, subversive, progressiste, révolutionnaire... les adjectifs ne manquent pas pour qualifier cette mesure censée libérer l'individu de la contrainte du travail. Et pourtant, le revenu de base est loin de faire l'unanimité au sein de la gauche, et notamment à gauche de la gauche. Certes, Europe Ecologie les Verts l'avait inscrit dans son programme lors des élections européennes, le [mouvement Utopia](#) défend cette mesure, et Christophe Girard, maire PS du 4e arrondissement de Paris, va proposer une [contribution dans ce sens au prochain congrès PS](#). Mais en dehors de ces maigres soutiens, le projet est soit ignoré, soit vilipendé. Passons en revue les principales objections opposées au revenu de base.

C'est une mesure libérale

Pour Baptiste Mylondo, *«ce qui bloque, c'est que le revenu inconditionnel est défendu à droite. Ils utilisent les mêmes termes pour parler de choses différentes, ce qui porte à confusion. Vu que Christine Boutin a proposé un revenu d'existence, les militants de gauche ne veulent pas en entendre parler»*, estime ce professeur d'économie.

En effet, à droite, [Christine Boutin](#), [Dominique de Villepin](#) ou encore le parti [Alternative libérale](#) ont repris à leur compte cette [mesure d'inspiration humaniste](#). *«Certains libéraux intelligents ont compris que si la société versait un revenu d'existence, c'était autant en moins pour les entreprises à prendre en charge au niveau du coût salarial»*, souligne l'économiste Jean-Marie Harribey, membre de l'association altermondialiste Attac et [détracteur de cette mesure](#). En effet, dans les années 1960, l'économiste libéral Milton Friedman proposait un revenu de base [sous forme d'impôt négatif](#), en échange de la suppression du salaire minimum.

Michel Husson, économiste et lui aussi membre d'Attac, met en garde contre une dérive possible.

«Si le revenu inconditionnel est un petit revenu de complément, on risque de tomber dans les travers de l'allocation logement. Les propriétaires savent que les locataires touchent l'APL alors ils se permettent d'augmenter les loyers. L'effet serait le même avec les salaires qui seraient revus à la baisse.»

Le postulat de départ est erroné

«Les partisans du revenu inconditionnel partent du postulat comme quoi le plein emploi n'est plus possible et qu'en conséquence, le revenu devait être déconnecté du travail», dénonce Michel Husson. En effet, le philosophe et journaliste André Gorz, initialement opposé au revenu de base, a finalement [changé d'avis](#) en postulant que les gains de productivité ont *«réduit le temps de travail à très peu de chose en regard du temps que demandent la production»*.

* Simple ouvrier dans l'industrie de l'information. Produit également pour Le monde des artisans, Owni, Publikart et Reportagesphoto.fr

En clair, grâce au progrès technique, nous n'avons plus besoin d'atteindre le plein emploi pour produire ce dont nous avons besoin. Les altermondialistes d'Attac réfutent cette analyse. Plutôt que de découpler les revenus et le travail, ils préconisent «de réduire le temps de travail et les inégalités pour financer les créations d'emploi susceptibles de nous rapprocher de nouveau du plein emploi», propose Jean-Marie Harribey. Ils s'appuient notamment sur les travaux de [Michel Husson qui a démontré](#) que la hausse de la productivité n'était pas responsable du chômage, car malgré les gains de productivité incroyable entre 1890 et 2006, le nombre d'heures travaillées n'a pas baissé sensiblement. Il souligne que, sur la période observée, c'est la division par deux du temps de travail qui a permis de maintenir dans l'emploi une majorité de personnes.

Il faut néanmoins préciser que les partisans du revenu de base ne s'appuient pas uniquement sur ce postulat. Baptiste Mylondo, par exemple, base son raisonnement sur une logique décroissante.

«Le revenu inconditionnel permettrait de se libérer de la contrainte de l'emploi, de travailler moins, de gagner moins et donc d'avoir davantage de temps. C'est aussi une opportunité pour la société de se questionner sur certaines choses comme le partage des tâches, notamment pénibles ou le fait de refuser un emploi que l'on juge trop dégradant, pénible, ou mal rémunéré. C'est une mesure de transformation sociale et d'éradication de la pauvreté.»

Ça ne permettra pas de réduire les inégalités

En assurant à tous un revenu suffisant pour vivre, le revenu de base permettrait d'éradiquer la misère. Et à en croire ses partisans, il aurait aussi pour vertu de lutter contre les inégalités. En effet, assurés d'un revenu, les demandeurs d'emploi ne seraient plus dans une situation d'urgence les poussant à accepter des bas salaires et des tâches peu attrayantes. Se faisant, le rapport de force entre l'employeur et l'employé deviendrait plus favorable pour ce dernier.

Un argument qui ne convainc pas Jean-Marie Harribey:

«Je ne vois pas en quoi un revenu de base viendrait entamer l'enrichissement des plus riches. L'organisation du système productif, et l'organisation du travail commandent la distribution des revenus. Il faut agir à ce niveau-là et engendrer le moins d'inégalités possible. Tout ce qui vise à laisser le système productif s'organiser sous forme de jungle en matière de distribution des revenus, et qui serait plus ou moins atténué par des mesures de distribution en aval (comme le revenu d'existence), laisserait intact le coeur même de la génération des revenus.»

L'économiste argue donc que l'allocation universelle ne s'attaque pas au processus à la base des inégalités. Baptiste Mylondo fait néanmoins valoir que «ce n'est pas parce qu'on instaure un revenu de base que l'on s'interdit tout volontarisme politique». Il propose par exemple de plafonner les salaires et de mettre en place une fiscalité réellement progressive.

Il ne peut pas y avoir de droits sans devoirs

L'inconditionnalité du revenu de base est remise en cause par Jean-Marie Harribey qui considère qu'«il ne peut pas y avoir éternellement des droits sans que ceux qui en assument le coût ne puissent exiger en retour des droits équivalents. Si on me verse un revenu sans que je participe au travail collectif, eh bien cela veut dire qu'il y a des gens qui travaillent pour moi. C'est possible ponctuellement ou en cas de force majeure, mais par sur toute une vie».

Il met en garde contre le risque d'une «société encore plus duale» avec une «économie à deux vitesses» composée de «la sphère où il y a des droits, et celle où il y a des obligations. Une sphère où les uns auraient la possibilité de travailler 0 ou 10 heures et les autres 40 heures pendant 42 ans. La réduction du temps de travail de tous est une idée beaucoup plus avancée, beaucoup plus progressiste, car on répartit les gains de productivité, inégaux selon les secteurs, entre tous», plaide ce maître de conférence à l'université Bordeaux IV.

Michel Husson soulève lui un autre problème:

«Dans une société comme la nôtre qui n'est pas une société d'abondance, si tout le monde décide de vivre du revenu inconditionnel, il n'y a plus de revenus. Qu'est-ce qui garantit l'équilibre global entre les choix individuels? Vous pouvez distribuer des billets, mais s'il n'y a rien dans les magasins, ça ne sert à rien.»

Une possibilité que les partisans du revenu de base ne nient pas. «Le risque, c'est que certains décident d'arrêter de travailler ou de réduire fortement leur temps de travail», reconnaît Baptiste Mylondo. Il propose donc d'instaurer [un système de balancier](#).

«Si la désincitation au travail entraîne une baisse de l'activité économique, il va y avoir une baisse des recettes fiscales qui financent le revenu inconditionnel, donc une baisse du revenu inconditionnel, donc une hausse de l'incitation à travailler.»

Les modes de financement sont insensés

La question du financement de l'allocation universelle est la critique la plus récurrente opposée à cette mesure. En effet, comment financer un revenu mensuel versé à l'ensemble des citoyens alors que le gouvernement n'arrive déjà pas à boucler un budget structurellement équilibré?

Dans les années 1990, au moment où la question du revenu universel a commencé à réapparaître au sein des mouvements alternatifs, elle était au centre des débats. *«La vacuité théorique avait atteint son comble, raille lance Jean-Marie Harribey. Les partisans du revenu universel proposaient de prélever ce revenu sur l'immensité des richesses accumulées par l'humanité au cours du temps. Il y a de quoi payer, disaient-ils. Le problème est qu'ils confondaient stocks et flux, notions de base en économie. On ne verse jamais des revenus monétaires en prélevant sur le stock mais en les prélevant sur le flux engendré par l'activité courante.»*

Son confrère Michel Husson dénonce de son côté une autre variante du financement de l'allocation universelle. *«On va rogner sur la sécurité sociale et les retraites, et c'est ça qui va financer le revenu de base? On recycle des ressources en somme»,* déplore ce promoteur d'une extension du domaine de la gratuité plutôt que de la distribution de revenu. Les deux économistes altermondialistes ont raison, ces deux méthodes ont bien été évoquées pour financer le revenu de base.

Cependant, ils occultent de nombreuses formes de financement alternatives qui ont germé depuis les années 1990. *«Création monétaire, [hausse de la TVA](#), taxe Tobin ou encore taxes sur les ressources naturelles, les propositions, sérieuses ou farfelues, ne manquent pas»,* précise Baptiste Mylondo.

Il propose de son côté de supprimer tous les minima sociaux à l'exclusion de l'AAH (allocation adultes handicapés), auxquels le revenu inconditionnel viendrait se substituer. Il propose également de se servir des sommes allouées à la politique de l'emploi (allègement de cotisations sociales, contrats aidés...), rendues caduques par le revenu inconditionnel. Enfin, il est partisan d'une augmentation drastique de la CSG (environ 35 points). L'ensemble de ces mesures permettraient de réunir environ 470 milliards d'euros, la somme nécessaire selon lui pour financer un revenu inconditionnel suffisant pour vivre.

A noter également la contribution de Marc de Basquiat qui veut lui [remettre à plat le système de redistribution français](#) sans rogner les pensions de retraite, l'assurance maladie ou les allocations chômage. Il compte en tirer un revenu de 400 par adulte et 200 par enfant.

Seul, le revenu de base est inefficace

Favorable à une réduction généralisée du temps de travail plus qu'à l'instauration d'un revenu de base, Jean-Marie Harribey ne s'oppose pas au versement d'un revenu de base, sous conditions, le temps que la misère et le chômage soient éradiqués.

«Si on n'accompagne pas le versement d'un revenu décent à tous d'une politique de l'emploi de la réduction du temps de travail et des inégalités, c'est un coup de bâton dans l'eau qui aura pour principale conséquence une société encore plus duale et un marché du travail plus dérégulé qu'il ne l'est déjà. Si, au contraire, le versement d'un revenu de base s'accompagne d'une forme d'une conditionnalité sur l'espace d'une vie, cela peut prendre un autre visage, si l'on raisonne en termes de transition vers une société plus juste, plus solidaire. Mais pris en soi, le revenu d'existence est fondé sur une succession d'erreurs théoriques et philosophiques.»

Pour lui, la conditionnalité est le seul moyen de rendre acceptable le revenu de base en vertu de *«la dialectique des droits et des devoirs essentielle à toute société démocratique»*.

Cette mesure n'est pas assez radicale

Pour les économistes d'Attac, le revenu inconditionnel est une mauvaise idée car il n'implique pas de contrepartie et n'obtiendra pas l'assentiment de la société. Mais pour le sociologue et économiste anticapitaliste Bernard Friot, professeur émérite à l'université Paris Ouest Nanterre, c'est tout le contraire. Cette mesure ne va pas assez loin.

S'il est d'accord sur l'inconditionnalité, il remet d'abord en cause le mot «revenu» qui *«nous renvoie au fait que nous sommes que des êtres de besoin, et que pour les satisfaire, il nous faut du*

pouvoir d'achat. On nous présente comme des consommateurs, des personnes qui ont le droit à une couverture de leurs besoins. Nous serions donc des mineurs sociaux. C'est la part que nous laisse le capital. Il nous dit: nous décidons et vous avez le droit à un revenu décent. C'est la négation du fait que nous créons la société et que nous produisons de la valeur. Je n'ai pas besoin qu'on me concède un revenu, j'ai besoin d'être reconnu comme producteur de la société, participant à la production du bien commun».

Il réfute également le terme «de base» car avec un revenu d'environ 800 euros, qu'il ne considère pas suffisant à moins d'opter pour une vie monastique, *«il faut aller le chercher un deuxième chèque sur le marché du travail, ce qui ne remet en cause ni la propriété lucrative, ni la valeur travail».* Pour lui, loin d'être une voie vers la sortie du capitalisme, *«c'est une roue de secours pour une classe dirigeante aux abois qui n'est plus capable de produire ce que nous attendons et qui nous fait taire en nous donnant 800 euros par mois».*

Dans son ouvrage [L'enjeu du salaire](#), il prône un salaire à vie allant de 1.500 euros à 6.000 euros qui viendrait sanctionner une qualification. Il se considère *«beaucoup plus radical que les partisans du revenu de base».* En effet, il présente le salaire à vie comme un moyen de sortir du capitalisme en permettant aux individus de reprendre le contrôle des moyens de production, ce que ne permettrait pas, selon lui, le revenu de base.

Mais malgré leurs différends, les partisans de la réduction généralisée du temps de travail, du salaire à vie et du revenu inconditionnel ont tout de même un point commun: aucune de leur proposition ne fait partie de l'agenda du gouvernement actuel.